

Une approche tarifaire pour soutenir la vraie création de richesse

Mars 2010

PRÉSENTÉ AUX DÉPUTÉS DU PARTI QUÉBÉCOIS

AQCIE



L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES
CONSOMMATEURS INDUSTRIELS D'ÉLECTRICITÉ



Les consommateurs industriels d'électricité au Québec

Présentation en trois volets

- **Des partenaires essentiels qui contribuent de façon importante à la création de richesse au Québec**
- **Le tarif grande puissance (L), déjà un facteur de désinvestissement qu'il faut corriger**
- **Voir au-delà de l'approche tarifaire pour créer une richesse optimale au Québec**

Partenaires essentiels

Une relation symbiotique

- **L'hydroélectricité est un élément moteur du développement économique du Québec**
- **Depuis les débuts, les consommateurs industriels d'électricité jouent un rôle structurant dans le développement et l'amortissement du réseau électrique**
- **La structure industrielle du Québec reflète cette relation gagnante, la production des consommateurs industriels représente toujours plus du tiers des exportations québécoises**
- **La compétitivité du tarif grande puissance (L) s'est détériorée au fil des ans. Son éventuelle augmentation et son instabilité anticipée minent aujourd'hui la structure industrielle même du Québec**

Qui sont les consommateurs industriels d'électricité ?

- **161 usines, partout au Québec, qui consomment plus de 40 % de l'électricité du Québec et versent environ 2 G\$ en recettes gouvernementales**
- **Principaux secteurs d'activité**
 - mines et métallurgie
 - première transformation des métaux
 - produits chimiques
 - pétrochimie
 - pâtes et papier
- **Emplois**
 - 46 000 emplois directs, offrant une rémunération largement supérieure à la moyenne industrielle
 - 37 000 emplois indirects

Répartition des consommateurs industriels d'électricité au Québec

Par région

| | Nombre d'usines | |
|-----------------|-----------------|--|
| Matapédia | 6 | |
| Manicouagan | 10 | |
| La Grande | 12 | |
| Laurentides | 15 | |
| Saguenay | 15 | |
| Mauricie | 16 | |
| Île de Montréal | 29 | |
| Richelieu | 40 | |
| Total | 161 | |

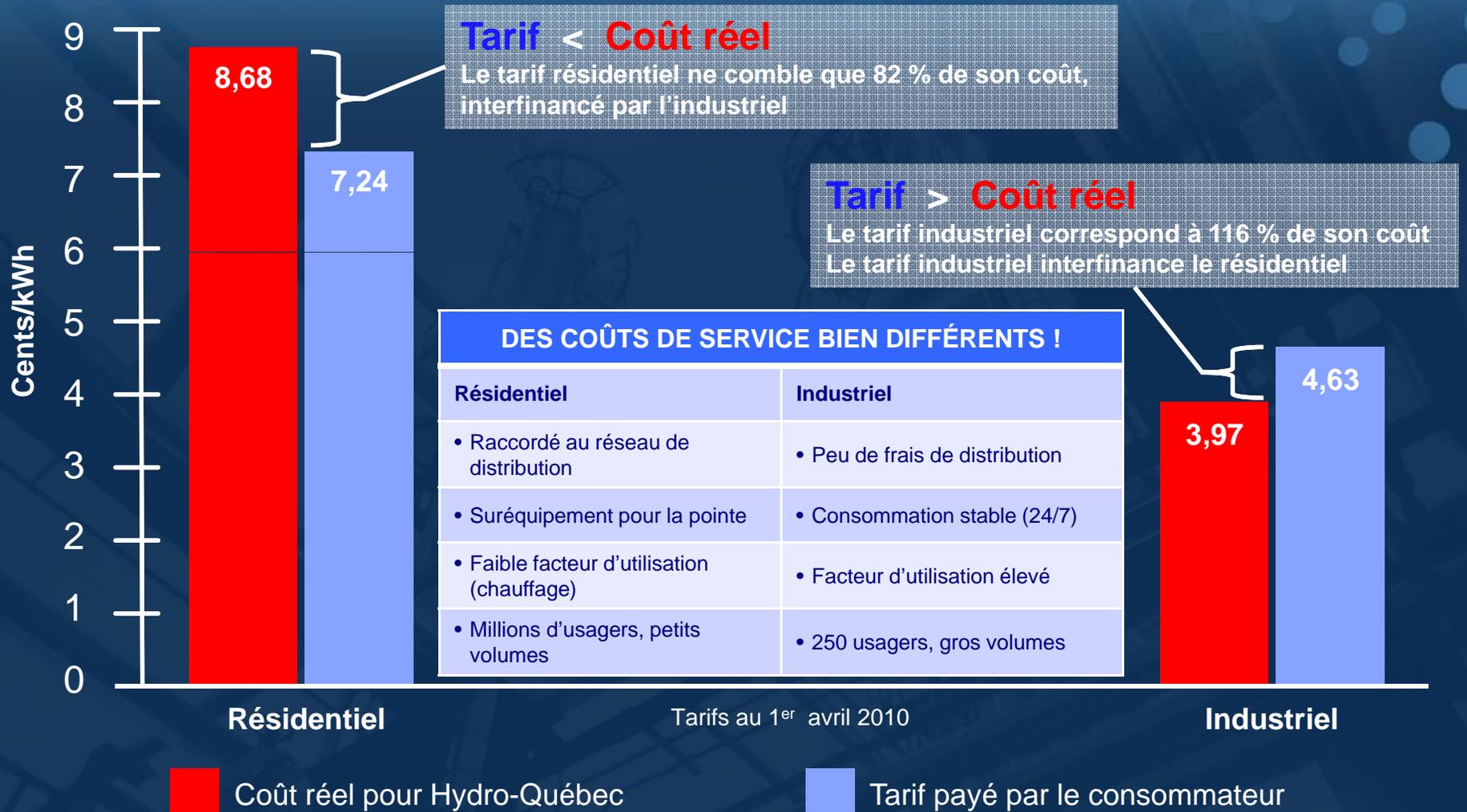
Par secteur d'activités

| | Nombre d'usines | |
|----------------------------------|-----------------|--|
| Sidérurgie | 8 | |
| Fonte et affinage | 10 | |
| Mines | 13 | |
| Industrie du bois | 14 | |
| Industrie pétrolière et chimique | 25 | |
| Pâtes et papiers | 39 | |
| Divers manufacturiers | 52 | |
| Total | 161 | |

Des clients qui paient déjà plus que leur part

- À l'heure où plus de 35 pays offrent des tarifs inférieurs au tarif grande puissance (L)...
- Alors que les grilles tarifaires de certaines juridictions des États-Unis interfinancent une partie de la consommation industrielle par la clientèle résidentielle pour conserver leur base industrielle...
- Le tarif L couvre déjà tous les frais de desserte des consommateurs industriels d'électricité du Québec, en plus d'assurer une marge bénéficiaire...
- ... et interfinance la consommation résidentielle à hauteur de 250 millions \$ par année

Tarifs au 1^{er} avril 2010



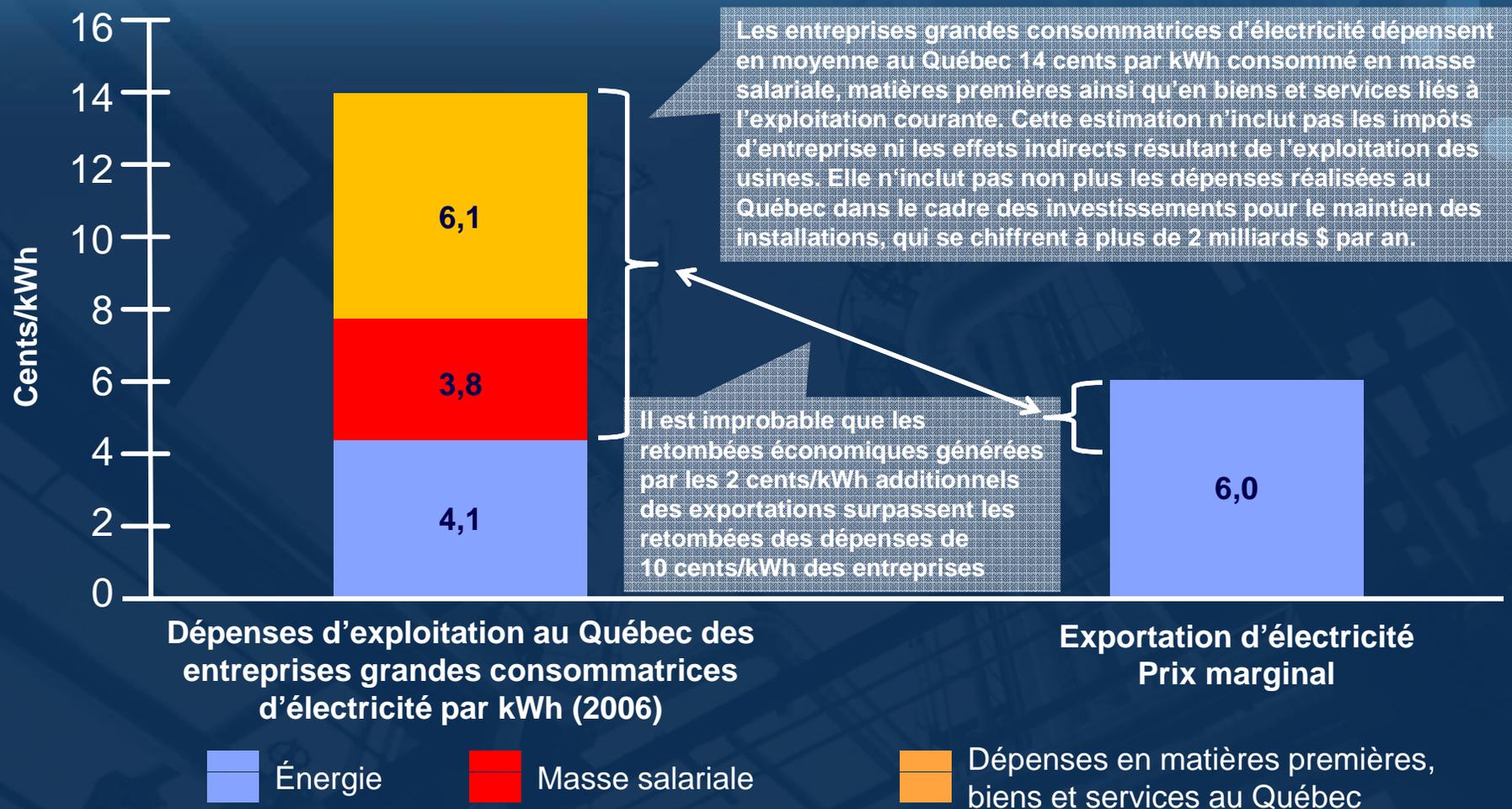
Source : Hydro-Québec Distribution, dossier tarifaire 2009

Transformer sur place, ça rapporte !

- À elles seules, les dépenses d'exploitation au Québec des grandes entreprises – masse salariale directe, achats d'électricité, approvisionnement en matières premières et en biens et services – sont de l'ordre de 14 ¢/kWh en moyenne
- Ce chiffre n'inclut ni la fiscalité, ni les dépenses d'immobilisations pour le maintien des installations
- Il est improbable que le prix marginal de l'exportation ne réussisse à offrir un tel rendement, sans compter que l'exportation ne crée pas vraiment d'emplois... au Québec !

Entrées de fonds pour le Québec

Exporter l'électricité davantage ou la transformer ?

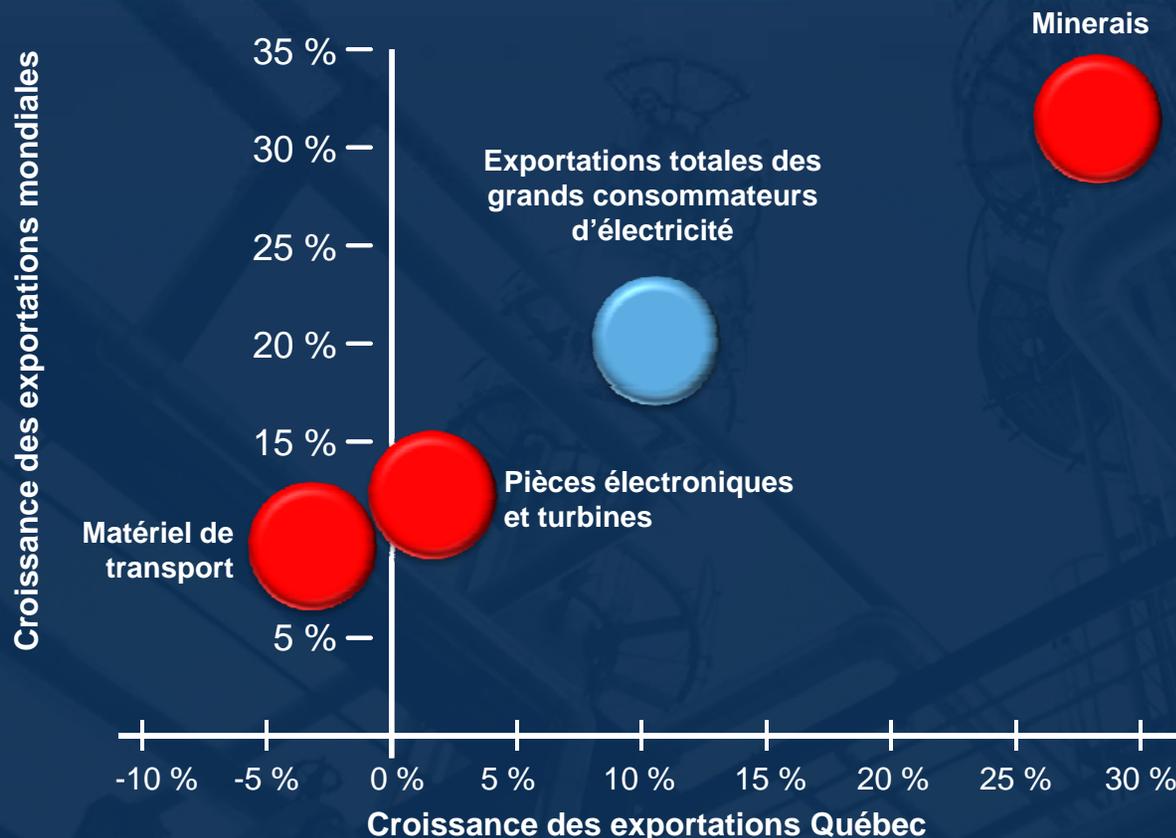


Note : Résultat obtenu à l'aide d'un sondage auprès de 29 usines grandes consommatrices d'électricité représentant 62 % de la consommation totale

Entrées de fonds pour le Québec

Exporter l'électricité davantage ou la transformer ici ?

Exportation de produits des GCE québécois par rapport aux autres grands secteurs exportateurs au Québec 2004-2008



Les exportations de produits GCE ont crû à un rythme annualisé de 7 % entre 2004 et 2008 pour atteindre 26 milliards \$ en 2008, soit 37 % de l'exportation totale de biens.

La comparaison avec l'évolution du commerce international pour ces mêmes produits indique que le Québec est en perte de vitesse.

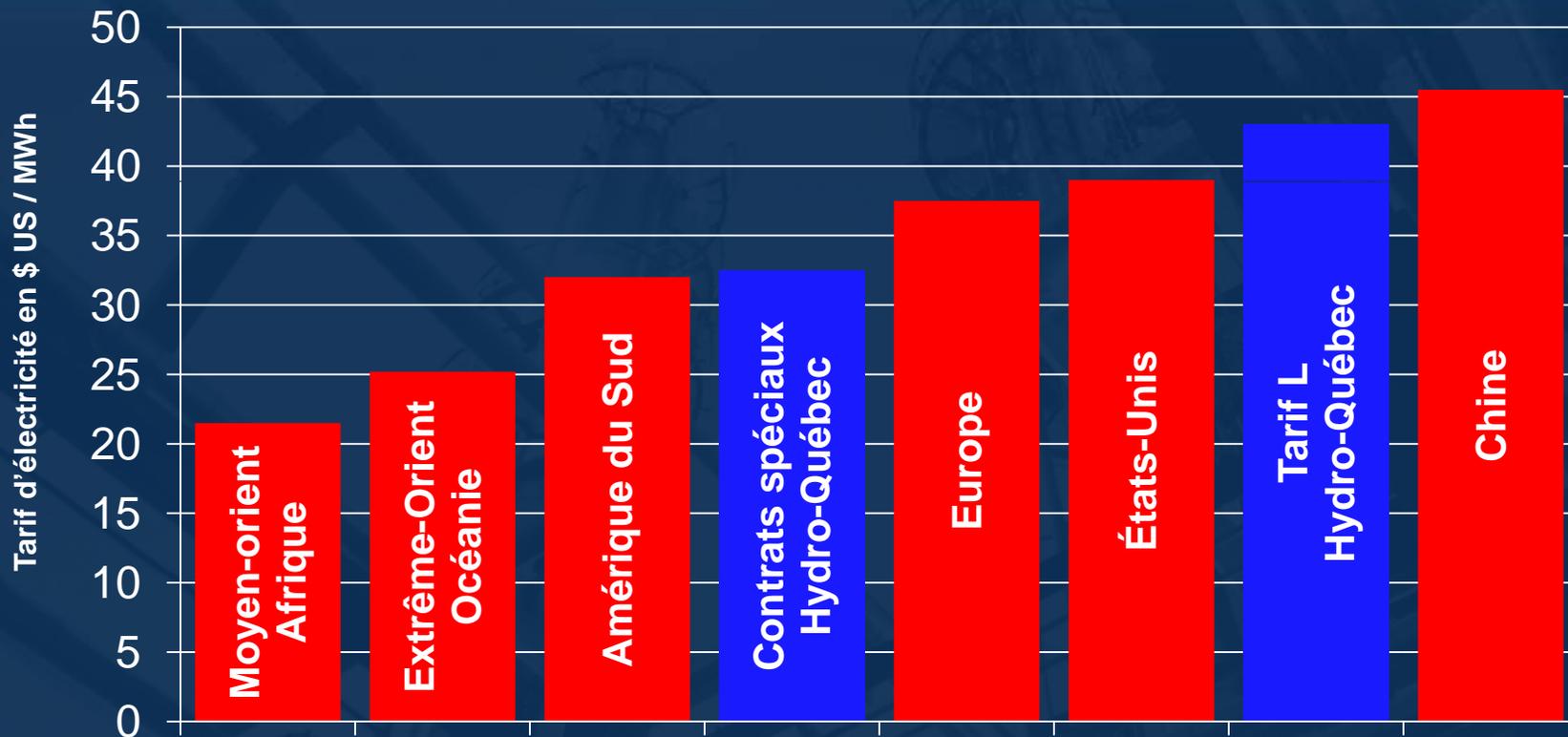
Source : Statistique Canada. La compilation des résultats par industrie (SCIAN) en niveau et en rythme de croissance peut amener des données différentes de celles résultant de la compilation par produit (SH).

Sources: Statistique Canada - Commerce canadien par industrie (codes SH), Statistiques sur le commerce international de marchandises, Division de la Statistique des Nations Unies.

Note : Regroupements mutuellement exclusifs. Compilation par catégorie de produits (SH).

La « concurrence » du tarif L

Tarifs moyens des unités de production des consommateurs industriels d'électricité les plus avantageés



Plus de 26 pays offrent des tarifs inférieurs à la moyenne pondérée des contrats spéciaux et plus de 35 pays offrent des tarifs inférieurs au tarif L.

Quand l'investissement va, tout va Et lorsqu'il s'en va ?

- Depuis plusieurs années, un déclin important de l'investissement s'est amorcé au sein des consommateurs industriels d'électricité, qui demeurent néanmoins responsables de plus de 50 % des investissements au Québec
- Une partie croissante des investissements est allouée au maintien des actifs et non à l'augmentation de la production, qui se déplace vers les pays où les tarifs et les coûts de production sont plus bas
- La diminution des investissements, et leur glissement vers le maintien des actifs, sont les précurseurs d'éventuelles délocalisations

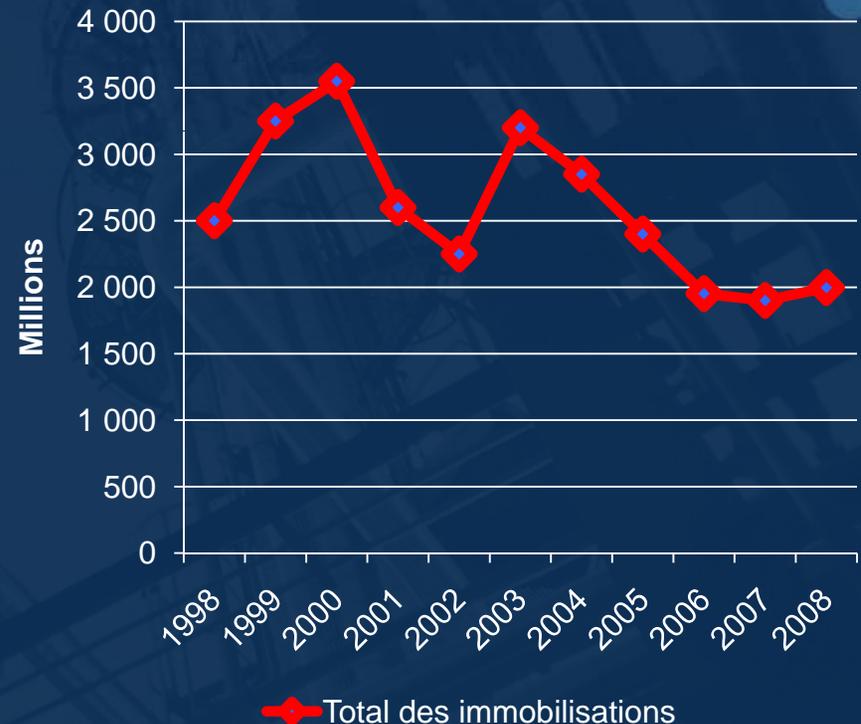
Le tarif L augmente... ...l'investissement décroît

Évolution du tarif L (1998-2008) - ¢/kWh



Source : Hydro-Québec Distribution. Rapport annuel, 2008, 2007.

Évolution des immobilisations des industries GCE (1998-2008) millions \$ CA courants



Source: : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation 2008. Dépenses réelles pour 1998-2007. Dépenses réelles provisoires, pour 2008.

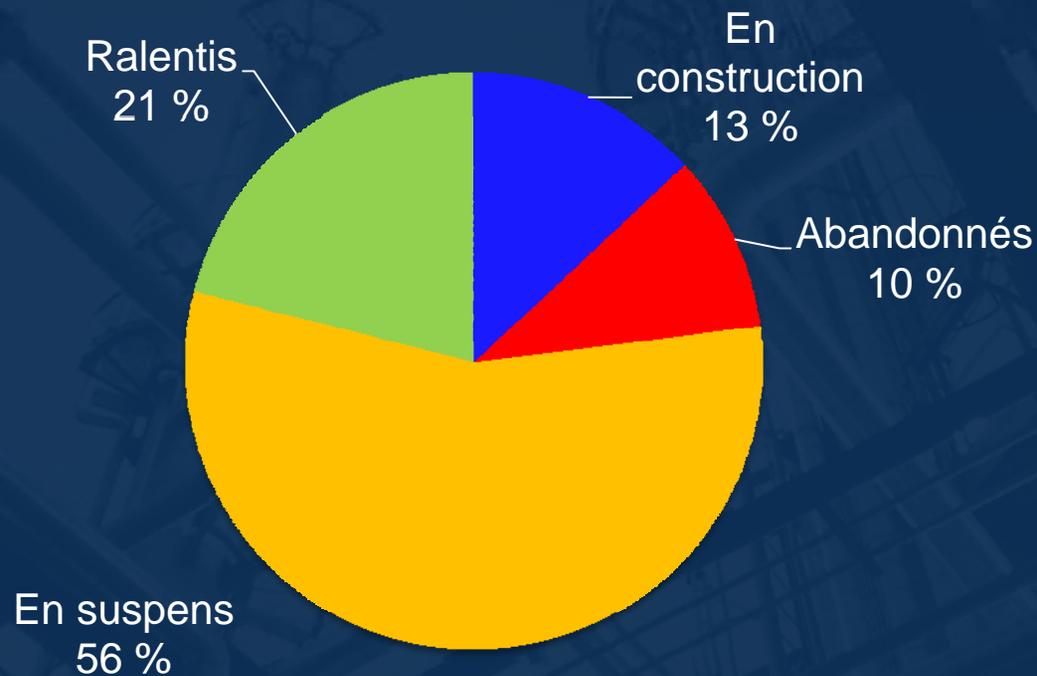
Des conditions moins propices à l'investissement

Plus de la moitié des projets suspendus ou abandonnés

- **Des investissements importants (100 M\$+) ont été annoncés depuis 2007, pour un total de 9 milliards \$. Aujourd'hui, en valeur, seulement 34 % d'entre eux sont actifs, 66 % ayant été mis en attente ou abandonnés**
- **Ce flottement se retrouve aussi dans les investissements de routine, créant un sous-investissement qui peut remettre en cause la viabilité de certaines capacités de production existantes**

Des conditions moins propices à l'investissement

Statut des grands projets d'investissement annoncés (2007 - courant), répartition en valeur



Source : E&B DATA – Observatoire de l'investissement – 2010

Note : Projets d'une valeur annoncée de 100 M\$ et plus

Des conséquences sur les revenus de l'État

Manque à gagner fiscal de 500 millions \$

- **À la non-réalisation de tous ces projets en suspens ou abandonnés correspond une importante richesse qui ne sera pas créée dans les régions et dans l'ensemble du Québec**
- **Sur le plan fiscal, cette situation représente un manque à gagner ponctuel de 500 millions \$, sans même tenir compte des revenus fiscaux associés à la production récurrente que permettraient de tels investissements**

Des conséquences sur l'emploi

- Depuis 2000, 20 unités de production ont fermé ou cessé leurs activités. Dans certains cas, comme celui de RTA, la capacité de production a été déplacée à l'extérieur du Québec. Pendant la même période, le Québec n'a connu que deux nouvelles implantations : Greenfield Éthanol (Varennnes) et Interquisa (Montréal-Est).
- L'impact dépasse les effets indirects. Les fermetures de papetières affectent les fournisseurs de produits chimiques, eux-mêmes grands consommateurs d'électricité, qui doivent se tourner vers des marchés plus éloignés, s'ils peuvent absorber les coûts de transport. La forte valeur du dollar canadien et les tarifs d'électricité moins compétitifs, portent certains à réduire leurs activités au Québec ou à les consolider à l'extérieur.

Facettes du désinvestissement

Fermetures passées et à venir

Cessations d'activité d'unités de production de GCE depuis 2000

Montréal

Pétromont (Mtl-Est)
Shell (Mtl-Est)

Montérégie

Basell (Varenes)
Pétromont (Varenes)
Atlas Steel (Sorel)
RTA (Beauharnois)

Centre-du-Québec

Norsk-Hydro (Bécancour)
Magnolia (Centre-du-Québec)

Capitale-Nationale

Abitibi-Bowater (Donnacona)
Abitibi Bowater (Beaupré)

Gaspésie

Smurfit-Stone (New Richmond)
Gaspésia (Chandler)

Côte Nord

Kathadin Pâte (Port Cartier)

Outaouais

Domtar (Gatineau)
Papiers Fraser (Thurso)
Smurfit Stone (Fort Coulonge)

Mauricie

Abitibi Bowater (Shawinigan)
Corus (Trois Rivières)

Saguenay-Lac St-Jean

Cascades, div. Fjordcell (Jonquière)
Abitibi Bowater (Dolbeau)

Hausse tarifaire : la solution du pire

- **Une hausse tarifaire est contreproductive si elle se traduit ultimement par une diminution nette des entrées de fonds de l'État, consécutive à une diminution de la consommation industrielle**
- **Toute délocalisation de la production industrielle entraînerait une augmentation du coût des mesures gouvernementales de soutien aux individus et aux économies régionales**

Le cumul de la baisse de la consommation industrielle d'électricité et de l'augmentation des paiements de transfert représente le pire scénario en matière de création de richesse.

Des entreprises fragilisées à la grandeur du Québec

MRC mono-industrielles et estimation de l'augmentation des paiements de transferts provinciaux aux particuliers dans l'éventualité d'arrêt des opérations de leur moteur économique

| MRC | Augmentation des paiements de transferts aux particuliers (M\$) | MRC | Augmentation des paiements de transferts aux particuliers (M\$) |
|------------------------|---|-----------------------|---|
| Abitibi | 15 | Le Val-Saint-François | 4 |
| Abitibi-Ouest | 11 | Manicouagan | 17 |
| Arthabaska | 22 | Matane | 5 |
| Bécancour | 11 | Papineau | 1 |
| Charlevoix-Est | 8 | Pontiac | Négligeable |
| Gatineau | 3 | Portneuf | 30 |
| Joliette | 2 | Sept-Rivières | 3 |
| La Tuque | 1 | Shawinigan | 20 |
| Le Domaine-du-Roy | 12 | Témiscamingue | 1 |
| Le Haut-Saint-François | 15 | Témiscouata | 10 |
| | | TOTAL | 192 |

Sources : E&B DATA . Statistique Canada , Division des comptes des revenus et dépenses, *Comptes économiques provinciaux 2008*. Les zones à risque sont caractérisées par leur caractère mono-industriel ou électro-dépendant et/ou la présence de GCE à risque.

Des entreprises fragilisées à la grandeur du Québec

- Selon une étude de E&B DATA, la fragilisation de certaines entreprises pourrait se traduire par la fermeture de capacités de production entraînant une perte de 5 à 10 milliards \$
- Ces fermetures pourraient toucher 20 MRC rurales et 3 MRC plus urbanisées, pour une population totale de 750 000 personnes. Cette situation aurait un impact tant sur les revenus fiscaux que sur les dépenses gouvernementales :
 - la chute de production entraînerait un manque à gagner fiscal récurrent de 350 à 700 M\$ par an
 - L'augmentation des paiements de transfert provinciaux aux particuliers entraînerait une ponction additionnelle de près de 200 M\$ pour les MRC rurales, jusqu'à 400 M\$ en tenant compte des MRC plus urbanisées (Saguenay, Pierre-de-Saurel, Trois-Rivières)

Au total, une perte fiscale récurrente de 550 millions \$ à 1,1 milliard \$ est concevable.

Création optimale de valeur

Augmenter le tarif n'est pas la solution

- L'augmentation d'un cent du kWh au tarif L, dont plusieurs parlent, représente une hausse de plus de 20 % de ce dernier
- L'électricité représente de 25 % à 80 % des coûts de production des consommateurs industriels d'électricité. Le prix de leurs produits est souvent fixé à l'échelle mondiale, rendant impossible toute compensation de la hausse tarifaire
- La fragilisation des entreprises déjà affectées s'en trouverait accentuée et de nouvelles entreprises seraient à leur tour fragilisées. Les risques déjà considérables de pertes financières, pour le gouvernement, et d'emplois, pour les régions, n'en seraient qu'aggravés

Augmenter le tarif L n'est pas la solution pour créer une richesse optimale au Québec.

Le choix d'être doublement perdant ou doublement gagnant

- Pourquoi risquer de perdre des revenus en créant une situation où la consommation totale d'électricité diminuerait et les paiements de transferts vers les régions affectées par la perte de leur moteur économique augmenterait ?
- Alors que l'on peut favoriser la compétitivité à long terme des entreprises créatrices de richesse et d'emplois, tout en obtenant 14 ¢ en revenus directs et indirects du kWh, bien plus que le cours marginal à l'exportation !

Soutenir la compétitivité, tout le monde y gagne

- **Comment ?**
 - **En garantissant à long terme des tarifs industriels qui soient compétitifs à l'échelle mondiale, stables et prévisibles**
 - **En développant des options tarifaires qui offrent une flexibilité dans l'approvisionnement**
 - **En misant sur la transformation sur place de l'électricité**

Optimiser la transformation de l'électricité au Québec...

- **C'est optimiser la création de richesse ici**
- **C'est utiliser pleinement l'avantage concurrentiel que procure l'hydroélectricité abondante du Québec pour :**
 - **maintenir et développer une base industrielle durable**
 - **maintenir et créer des emplois de qualité dans ses régions**
 - **maintenir et pousser plus avant des expertises de pointe, en région comme dans les grands centres**

Les consommateurs industriels d'électricité au Québec

Les consommateurs industriels d'électricité ont besoin de tarifs d'électricité concurrentiels et prévisibles à long terme pour faire ce qu'ils font le mieux :

**créer de la richesse
et des emplois au Québec**

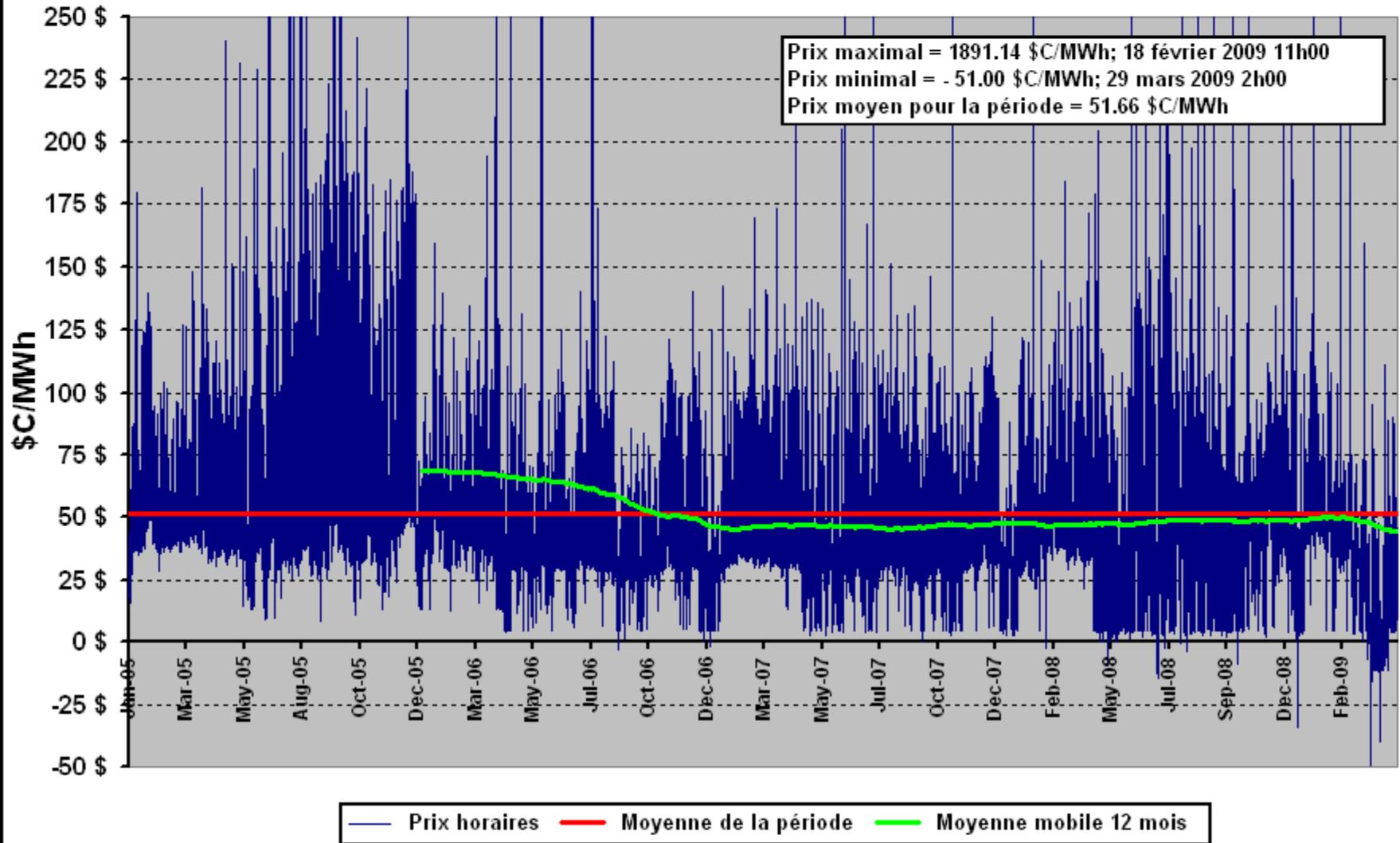
Les considérer seulement comme des « payeurs de tarifs », c'est avoir une vision tronquée, aux conséquences dévastatrices

ANNEXES

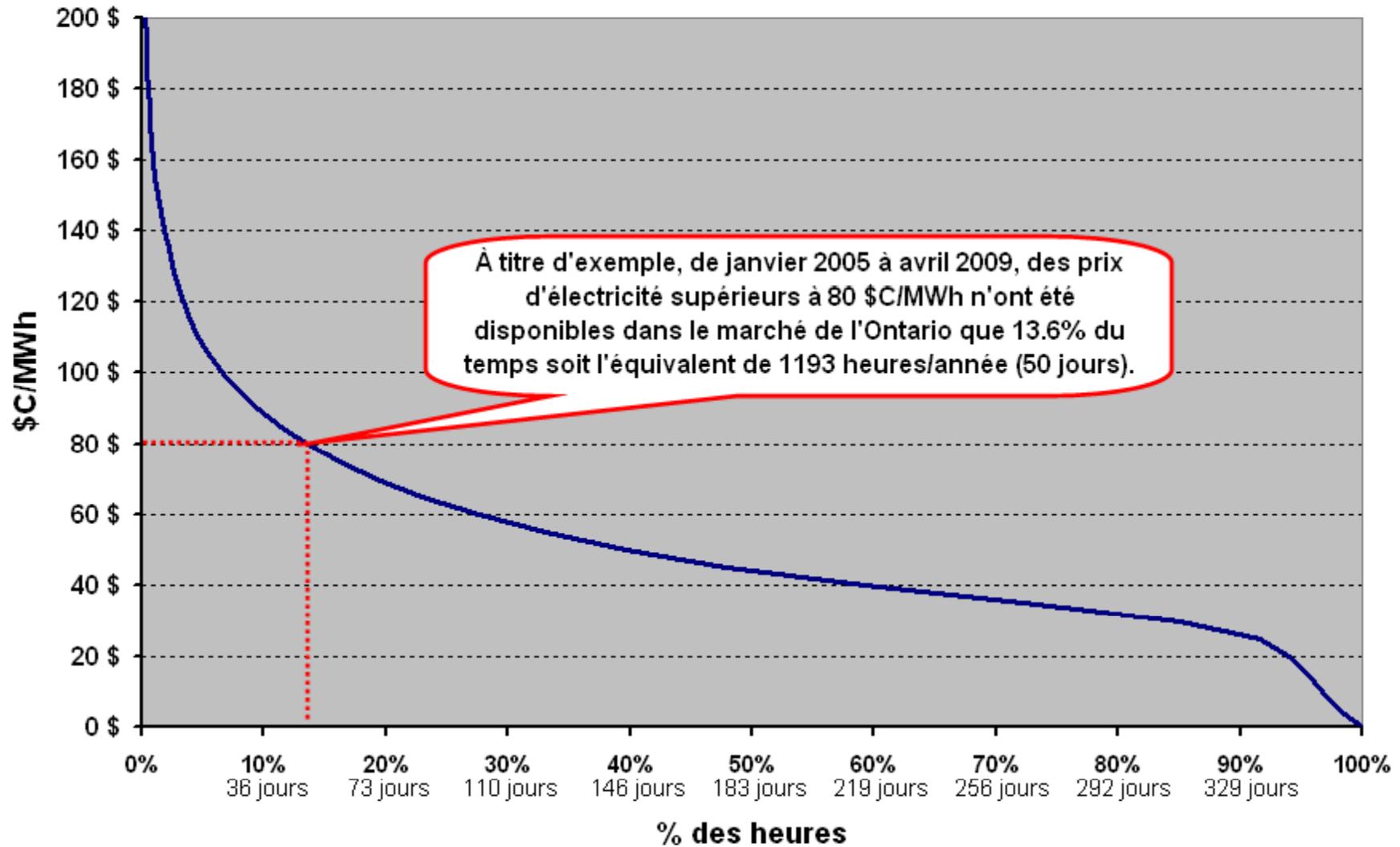
Les limites de l'exportation

- **Les prix ne sont pas au rendez-vous sur les marchés d'exportation et tout indique que cette situation perdurera**
 - **Voir l'exemple de l'Ontario qui est semblable aux marchés du Nord-Est américain**
- **Dans nos marchés d'exportation, plus on exporte moins c'est payant**
- **L'électricité, c'est pas comme le pétrole...**

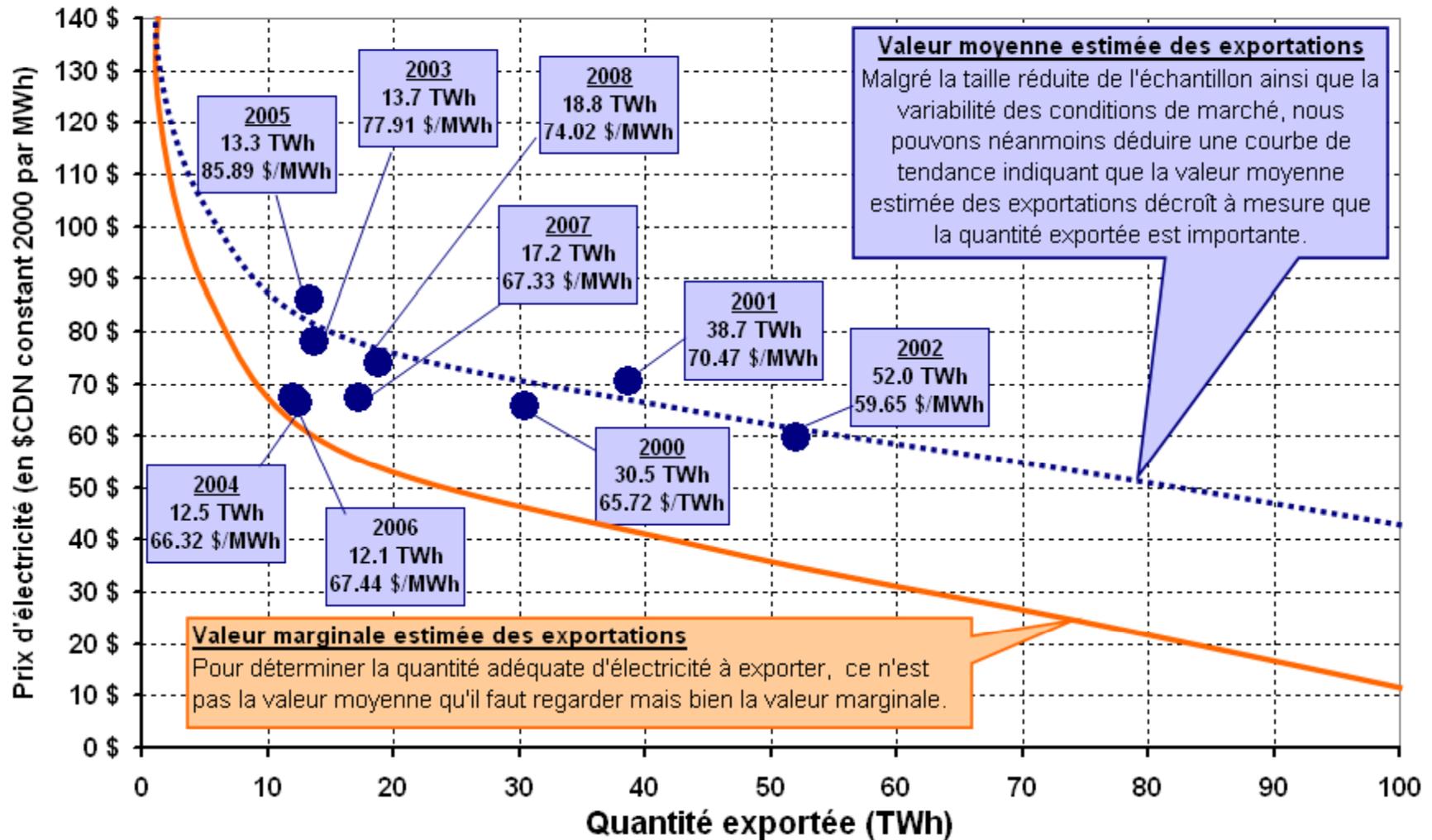
Prix d'électricité horaires Ontario - Janvier 2005 à avril 2009



**% des heures où le prix est supérieur à... (Price duration curve)
Ontario - Janvier 2005 à avril 2009**

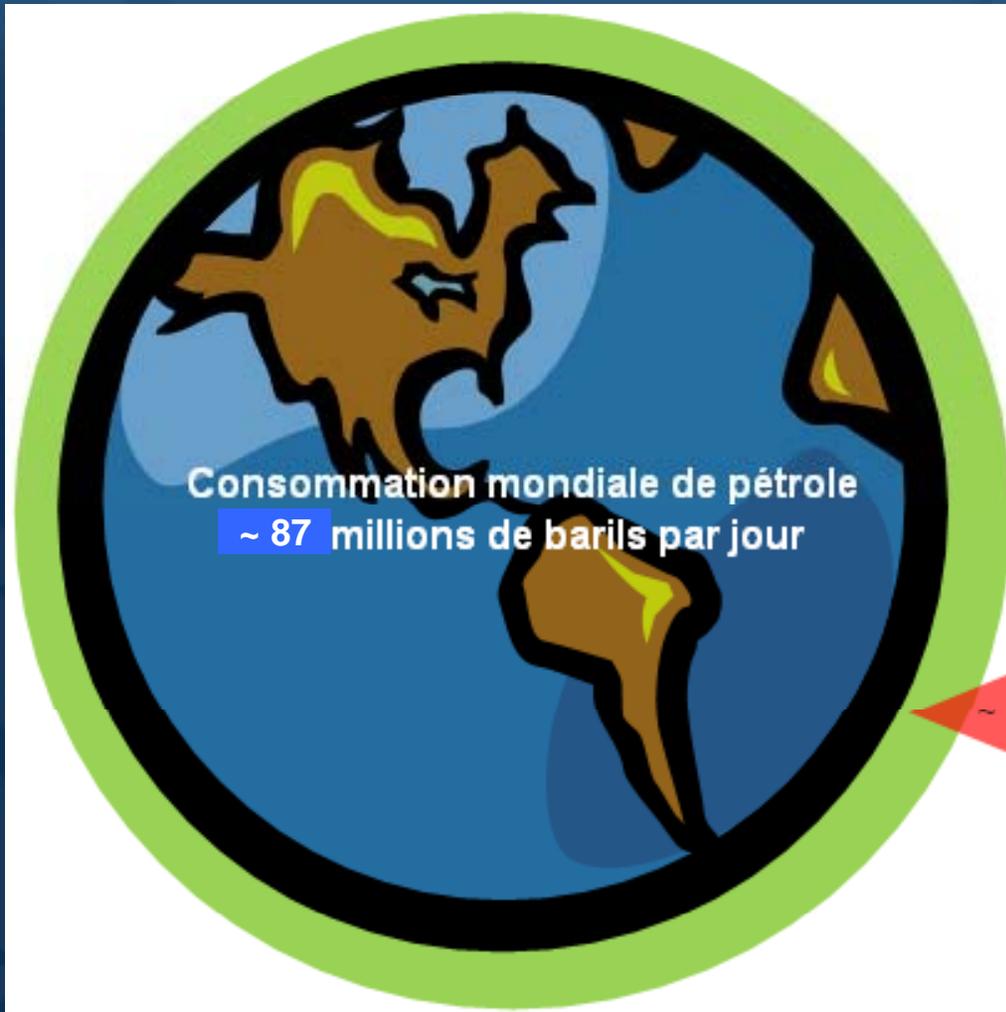


Exportations d'Hydro-Québec sur les marchés de court terme depuis 2000 (incluant les sorties lors de transactions d'échange)



Sources: Rapports annuels d'Hydro-Québec 2000-2008

Le Québec n'est pas l'Arabie saoudite de l'électricité

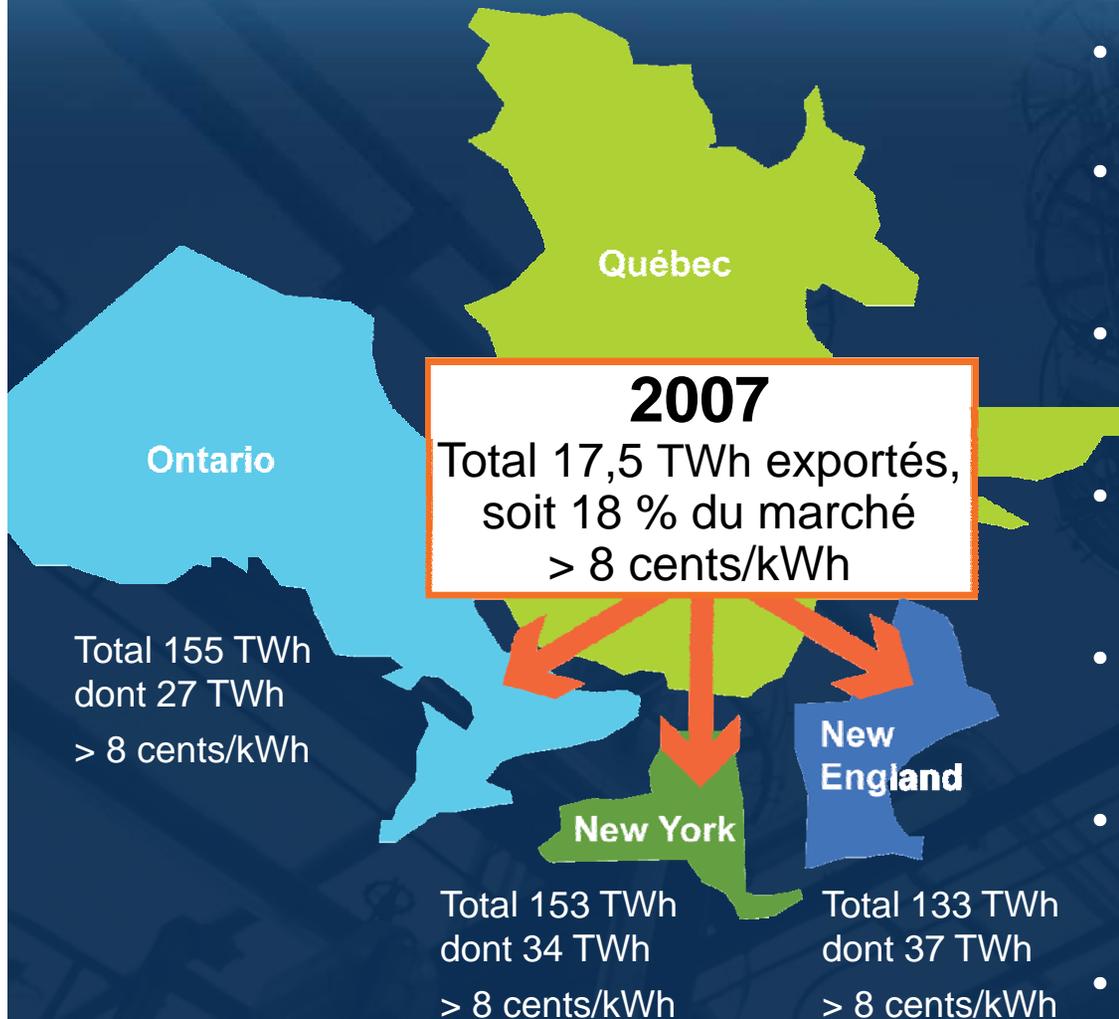


- Le pétrole se transporte facilement et circule partout sur la planète
- Le prix du pétrole est fixé au niveau mondial
- L'Alberta n'est qu'un joueur modeste avec près de 3 % de cet immense marché
- L'Alberta pourrait donc doubler ses exportations sans pour autant affecter significativement le prix mondial du brut
- Une goutte dans un verre d'eau !



Production de pétrole en Alberta
~ 3 millions de barils par jour

Le Québec n'est pas l'Arabie saoudite de l'électricité (suite)



- À l'opposé, l'électricité est par définition un marché régional
- Hydro-Québec est un joueur majeur dans le Nord-Est du continent
- Ses marchés d'exportation sont l'Ontario, l'État de New York et la Nouvelle-Angleterre
- Tous ces marchés sont «déréglementés» et les prix d'électricité y sont très volatils
- Des prix supérieurs à 8 ¢/kWh n'y sont disponibles que 15 à 25 % du temps
- En exportant massivement, Hydro-Québec ferait baisser les prix
- Une goutte dans un dé à coudre !

Population et échantillonnage

Répartition du nombre d'usines grandes consommatrices d'électricité selon la facture annuelle d'électricité et la consommation d'électricité - Québec - 2009

| Facture d'électricité | Consommation en MWh | | |
|-----------------------|---------------------|------------------|-----------------|
| | 1 - 100 000 | 100 000 -500 000 | 500 000 et plus |
| 1-10 M | 39% | 20% | 0% |
| 10 M et plus | 0% | 15% | 26% |

Source : Sondage E&B DATA - 2010

Répartition du nombre d'usines grandes consommatrices d'électricité selon la facture annuelle d'électricité et la part de l'énergie dans leurs coûts de production - Québec - 2009

| Facture annuelle d'électricité | Part des dépenses en électricité dans les coûts directs de production | | |
|--------------------------------|---|--------|------|
| | 1-10% | 10-20% | 20%+ |
| 1-10M\$ | 14% | 14% | 3% |
| 10M+\$ | 2% | 24% | 43% |

Source : Sondage E&B DATA - 2010

Sources des données

Outre l'utilisation de données statistiques officielles, des données complémentaires ont été obtenues par un sondage auprès des grandes usines consommatrices d'électricité du Québec.

- Réalisation du sondage : déc. 2009 – jan. 2010
- Répondants : 45 unités de production
- Consommation: 37 TWh (excl. autogénération)

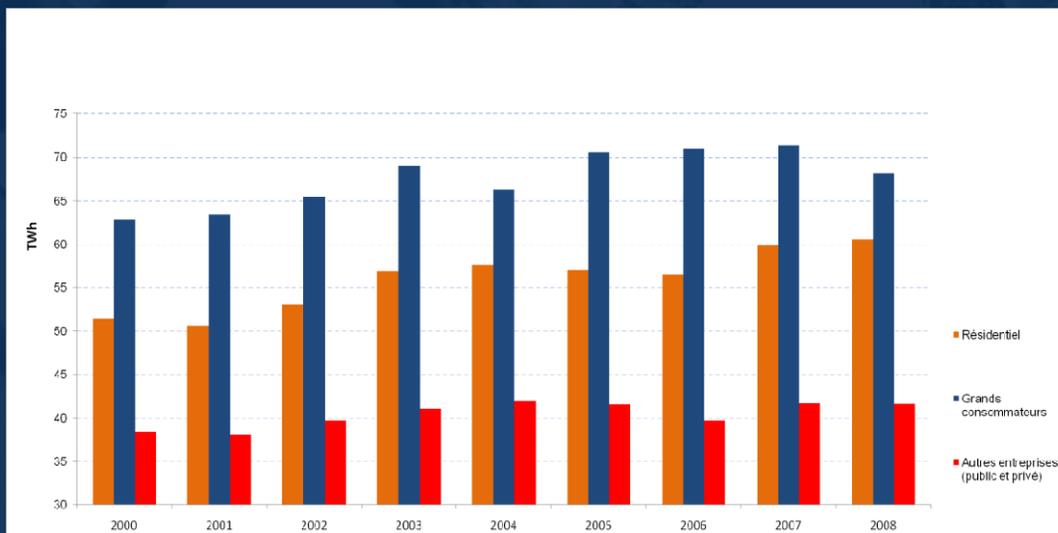
Ces industries partagent la caractéristique commune d'avoir une facture d'électricité élevée et/ou une part importante de l'énergie (plus de 25 % en électricité) dans leurs coûts de production. Cette étude permet l'examen de ces industries dans leur ensemble et par rapport au reste du secteur manufacturier (4 % des coûts en énergie en 2006)

Le kWh actif

Effet de levier de la consommation industrielle d'électricité

La valeur des livraisons des industries GCE a augmenté de 5 % par an depuis 2000 tandis que leur consommation électrique (tarif L et contrats spéciaux) a augmenté de 1% par an (hausse de 5 TWh). A titre de comparaison, la consommation électrique résidentielle a augmenté de 2 % par an pendant cette période (hausse de 10 TWh), soit un rythme de trois fois supérieur à celui de la croissance démographique (0,65 %).

Industries grandes consommatrices d'électricité : consommation d'électricité et valeur des livraisons - 2000 à 2008

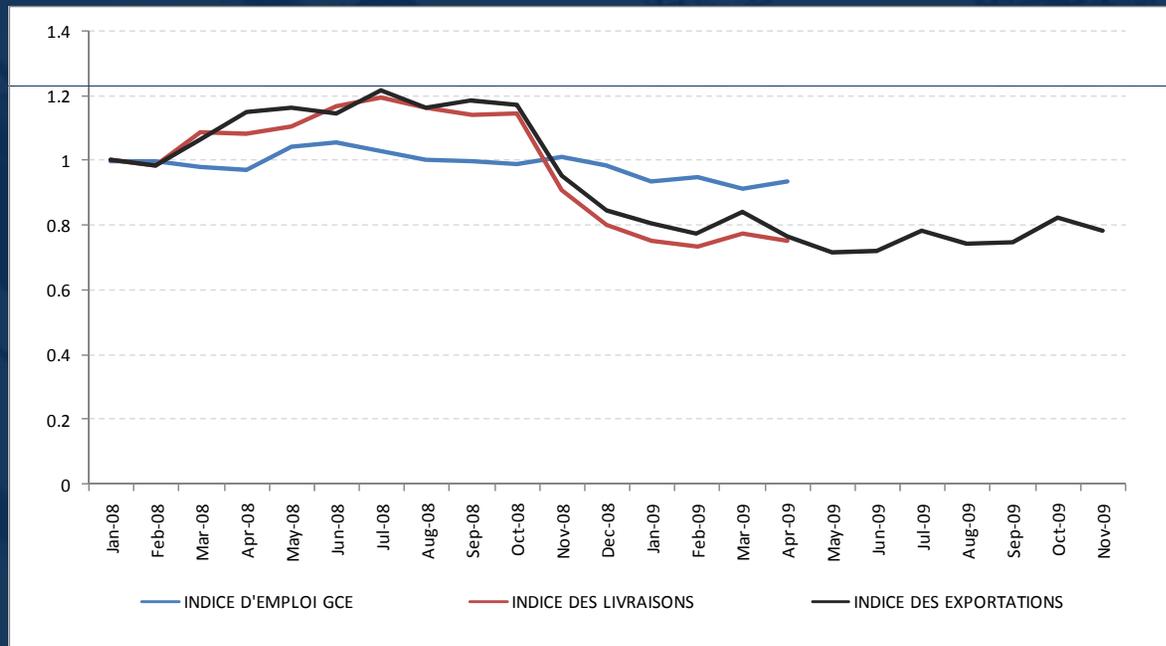


Source : Hydro-Québec Distribution. Rapport annuel, 2008

Le TWh transformé au Québec contribue à l'emploi, au PIB et aux finances publiques

Une industrie fragilisée

Indices d'emploi, des livraisons et des exportations de GCE
(jan. 2008 à avr. 2009)



La crise a frappé les industries de GCE avec des chutes de 70 %* et 62 %* dans la valeur des exportations et des livraisons (respectivement). L'emploi a été moins touché en proportion -16 %* mais affecte quand même plus de 10 500 travailleurs directs .

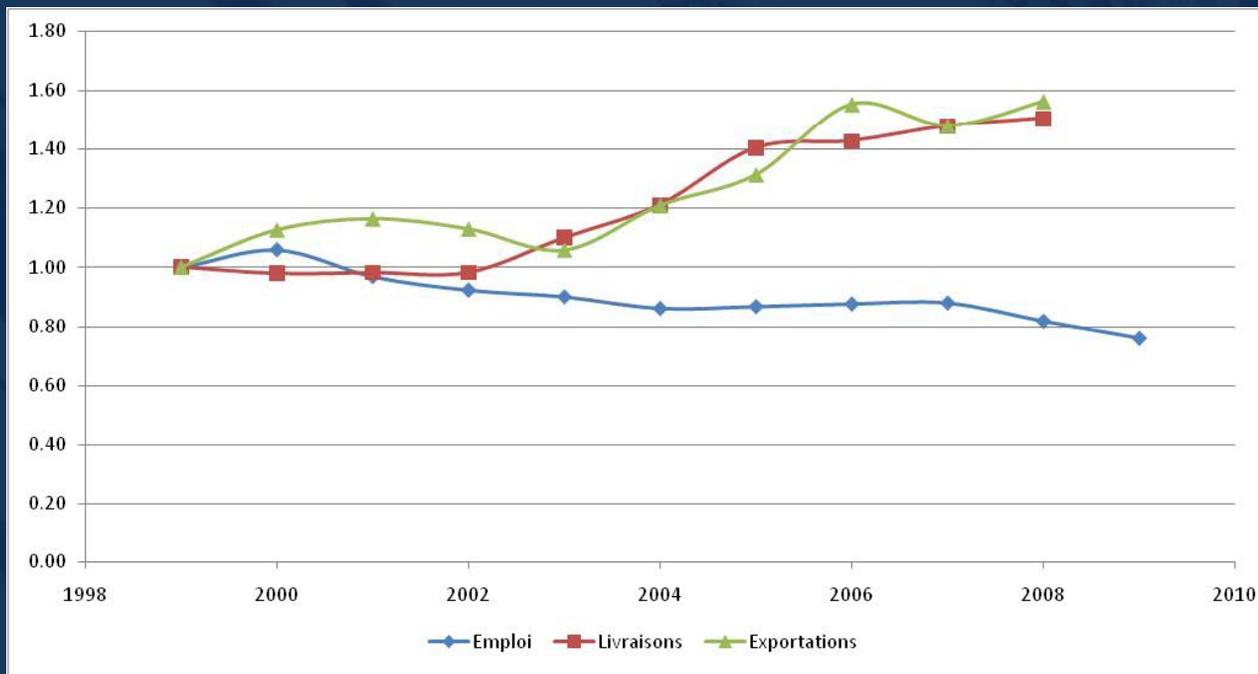
Le niveau d'activité demeure bas, et ne montre pas de signes clairs de raffermissement. Même si le PIB des USA montre des signes de reprise, son économie va demeurer fragile à cause de l'endettement généralisé (État et particuliers). Or, même si les exportations sont davantage diversifiées qu'auparavant , 79 % de la valeur des exportations des GCE y sont encore destinées. À titre de comparaison, l'industrie automobile ontarienne est plus intimement liée avec l'économie américaine (94 % des exportations destinées au marché américain en 2008).

Source : Statistique Canada, données mensuelles les plus récentes

* Variation à partir du sommet de 2008 et du creux de 2009

Une industrie fragilisée

Indices d'emploi, des livraisons et des exportations de GCE 2000-2010



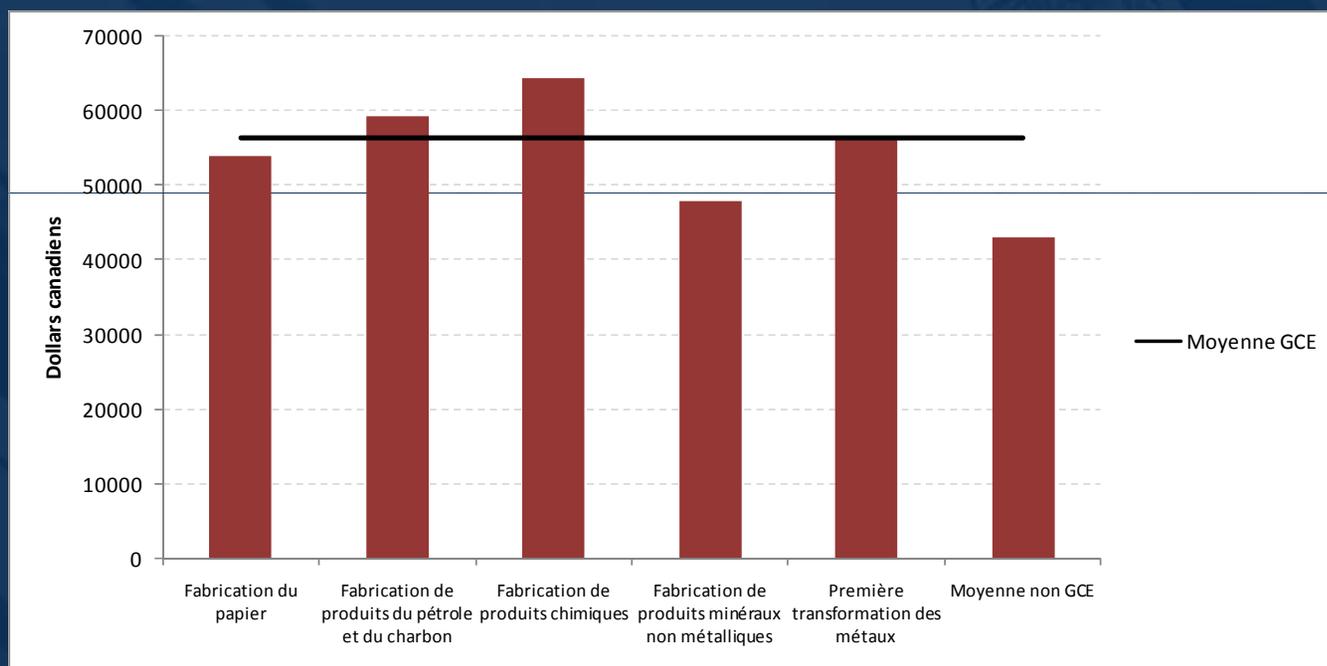
Source: Statistique Canada .

Depuis 2000 :

- les industries GCE ont investi une moyenne de 2,4 milliards \$ par an au Québec, à raison de 51 % des investissements de l'ensemble du secteur manufacturier.
- En plus de contraintes sectorielles particulières, le rythme d'investissement ralentit cependant depuis 2004 au fur et à mesure de la hausse du dollar canadien et des chocs tarifaires électriques.

Rémunération Conditions supérieures

Rémunération annuelle moyenne des travailleurs des industries
grandes consommatrices d'électricité au Québec - 2008



Malgré plusieurs fermetures d'usines, le secteur des GCE demeure dans l'ensemble un employeur important avec 74 000 emplois directs à un niveau salarial supérieur de 40 % à la moyenne du secteur manufacturier québécois.

Source : Statistique Canada

Une situation alignée avec la situation démographique québécoise
(déclin de la population active à partir de 2013)